

Chroniques	
	Associés

## Regroupement d'associations de personnes touchées par une maladie chronique



Et les associations suivantes :



Monsieur Nicolas SARKOZY  
Président de la République  
Palais de l'Elysée  
55, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS

Paris, le 25 janvier 2008,

Monsieur le Président,

Depuis plusieurs semaines maintenant, des hommes et des femmes atteints de maladies chroniques ont entrepris une grève des soins, mettant ainsi leur vie en danger, d'autres observent une grève de la faim : ceci pour protester contre les franchises médicales instaurées par une loi et attirer votre attention. Se priver de soins peut les mener immédiatement à la mort.

Leur nombre augmente chaque jour et leur engagement trouve un écho dans l'opinion qui déplore de les voir mettre leurs vies en péril pour combattre à leur façon, dangereuse répétons-le, une décision publique qui reste incompréhensible. Dans les jours qui viennent, au fur et à mesure que nos concitoyens vont recevoir leurs décomptes mensuels de remboursement de l'Assurance maladie, l'application des franchises que vous avez instituées va leur apparaître de façon très concrète et douloureuse. Cela venant s'ajouter à l'achat de médicaments et produits pharmaceutiques, désormais non remboursés, pourtant essentiels et indispensables qui de surcroît subissent régulièrement des augmentations, accroissant toujours plus le reste à charge des personnes.

**Vous dites qu'il s'agit d'honorer un engagement de campagne.** Certes, mais vous aviez aussi promis que l'Allocation aux adultes handicapés serait revalorisée de 25 % d'ici 2012. Nous attendions donc une augmentation de 5 % au 1<sup>er</sup> janvier 2008 et c'est seulement une revalorisation de 1% qui s'applique à cette date. Vos engagements de campagne s'appliquent donc avec célérité quand il s'agit de remettre en cause les fondements d'une solidarité construite par nos compatriotes qui se sont battus pour cela tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle. Mais qu'en est-il de la concrétisation de votre engagement à redonner aux personnes malades et en situation de handicap un revenu décent (l'Allocation aux adultes handicapés est un des minima sociaux qui a perdu en dix ans 30 % de son pouvoir d'achat) ?

**Vous dites aussi que les franchises sont là pour responsabiliser les malades.** Peut être lorsqu'ils ont le choix ! Mais pour les patients que nous représentons, il n'y a pas de choix possible, à l'exemple d'un greffé qui devra prendre des médicaments antirejet à vie. La responsabilité n'a rien à voir là dedans. Dans ce cas, il n'y a pas d'autre choix que de s'astreindre à consommer entre dix et vingt boîtes de médicaments dans le mois. Ce sont ainsi des dizaines d'euros de franchise qu'il faut prélever sur une pension d'invalidité ou sur une Allocation aux adultes handicapés, dont nous vous rappelons que cette dernière atteint péniblement 628,10 € par mois !

**Vous dites encore qu'il s'agit de financer de légitimes combats contre la maladie d'Alzheimer, contre le cancer ou pour améliorer les soins palliatifs.** Il n'y a pas de doute sur la nécessité de dégager des moyens supplémentaires pour cela. Mais vous le savez bien, les franchises ne sont pas des recettes, ce sont des « non-dépenses ». Et celles-ci ne sont pas prises en compte par les mutuelles complémentaires comme le stipulent, entre autre, les modalités d'application des contrats dits « responsables ».

**Vous dites aussi que le premier semestre de l'année 2008 doit voir s'ouvrir un grand débat sur le financement de la santé.** C'est en effet indispensable. De nombreuses solutions ont été émises. Par l'Inspection générale des affaires sociales, par le Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie ou par le Président de la Cour des Comptes pour citer les plus constructives. Les organisations de la société civile sont bien conscientes de la nécessité de refonder le pacte social de santé afin de sauvegarder un système de prise en charge qui cède de partout. Discutons donc rapidement de ces solutions, tout comme nous discutons depuis plusieurs semaines des missions de l'hôpital de demain ou de l'organisation des soins de premiers secours. Il y a d'ailleurs une grande contradiction à conduire ces exercices sans ouvrir en même temps le débat sur le financement que vous avez pourtant promis pour le premier semestre 2008.

Vous avez fait le choix d'imposer dès le 1<sup>er</sup> janvier 2008 les franchises de la discorde, touchant ainsi au fondement de notre civilisation française : la solidarité de tous face à l'attaque la plus dure, celle de la maladie qui prive certains de nos concitoyens de l'existence sociale légitime de tout être humain dans une économie développée. Vous avez pensé que cette rupture-là était souhaitée. Pourtant, les responsables associatifs signataires de ce courrier et qui échangent, sur le terrain, avec les sénateurs ou les députés de votre majorité n'en trouvent guère pour approuver cette mesure. D'ailleurs, ils étaient peu nombreux à siéger à l'Assemblée nationale ou au Sénat lors de son adoption.

Le 31 décembre dernier, en adressant vos vœux aux français, vous proposiez comme horizon la recherche d'une nouvelle politique de civilisation.

Agissant sur le terrain, au plus près des hommes et des femmes affectés par la maladie et qui font eux aussi acte de solidarité pour aider ceux qui partagent leur destin face à la maladie, nous ne voyons pas en quoi ces franchises inaugurent une nouvelle politique de civilisation. Avec ceux qui sont engagés dans une grève des soins ou dans une grève de la faim, même si nous sommes troublés par le recours à ces actions ultimes, nous osons déclarer que notre société n'a pas besoin d'une nouvelle politique de civilisation en matière de solidarité face à la maladie. Encore moins si cette nouvelle politique de civilisation entend défaire le pacte national de solidarité face aux aléas collectifs ou individuels les plus graves.

Après avoir échangé en vain avec le gouvernement et les parlementaires, nous vous lançons, Monsieur le Président de la République, un appel direct et franc pour que les franchises soient suspendues et discutées dans le cadre du grand débat sur le financement de la santé que vous avez promis.

Confiants dans votre écoute, nous vous adressons, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

#### Les Chroniques associés :

Michel BLIAUT,  
Président de la NAFSEP.



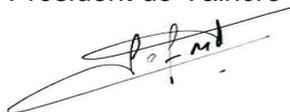
Bruno SPIRE,  
Président de AIDES.



Damien DUBOIS,  
Président de Jeunes Solidarité Cancer



Jean LAFOND,  
Président de Vaincre la Mucoviscidose.



Régis VOLLE,  
Président de la FNAIR.



#### Les associations partenaires des Chroniques associés :

Sophie Le PALLEC,  
Présidente d'Amalyste.



Tiago DOUWENS PRATS,  
Président de Keratos.

